

Dijon,
le 21 janvier 2026,

Projet de Loi de Finances 2026 : La démocratie parlementaire n'est pas inutile !

Ce mardi 20 janvier, le Premier ministre a recouru à l'article 49-3 pour faire adopter la partie recettes du Projet de Loi de Finances 2026. Une décision qui illustre malheureusement l'absence de coopération de la part de forces politiques optant pour l'intransigeance au risque du chaos plutôt que pour l'exigence de la négociation, prix du compromis.

En juillet 2024, les Français ont choisi, suite à la dissolution voulue par le Président de la République, lui retirer la majorité absolue. Aucun groupe politique représenté à l'Assemblée nationale n'a de majorité absolue, ce qui impose un changement culturel d'accepter de réinterroger nos pratiques parlementaires en négociant, y compris avec des représentants qui nous font face.

Si les conditions de négociations ont été âpres, la ténacité des socialistes pour modifier la copie budgétaire initiale du gouvernement a été totale. Depuis l'été, les socialistes ont été constants dans leur désir de dessiner un compromis afin d'épargner aux Français neuf milliards d'économies qui auraient été faites sur leur dos, tant sur le budget de la santé (PLFSS) que sur celui de l'État (PLF).

Concernant le budget de l'État, les socialistes ont réussi à obtenir la fin de l'année blanche, c'est-à-dire que les pensions de retraite en 2026, le RSA, les bourses étudiantes, les APL, les allocations familiales, les minima sociaux, la prime d'activité seront réévalués, tout comme le barème de l'impôt sur le revenu. Concrètement, trois millions de travailleurs aux revenus modestes (entre 1 et 1,4 SMIC brut mensuel) vont voir leur pouvoir d'achat augmenter de 50 euros nets par mois, soit 600 euros par an.

Ajoutons à ces mesures impactant directement les Français, celles visant à desserrer l'étau sur le logement social en attribuant des moyens supplémentaires aux bailleurs sociaux ou encore des garanties sur le dispositif MaPrimeRénov' et le Fonds Vert. Les étudiants vont enfin pouvoir accéder au repas au CROUS à 1 euro ce qui répond à des situations absolument insupportables d'étudiants de plus en plus nombreux, contraints d'aller dans les files des banques alimentaires.

A ces avancées pour les Français, Océane Godard s'est à plusieurs reprises fait le porte-voix au nom du groupe socialiste afin de dénoncer avec force les coupes drastiques concernant les budgets de l'ensemble des acteurs de l'emploi, de la formation et de l'insertion dans les territoires.

Les missions locales, France Travail, l'Insertion par l'Activité Économique et les Entreprises adaptées seront préservés. A cela s'ajoute la réintégration du Bilan de Compétences dans le Compte Personnel de Formation ou encore la poursuite de l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée chère à son prédécesseur Laurent Grandguillaume (ndlr : ancien député de la 1ère circonscription de Côte d'Or).

Ce sont des filets de sécurité indispensables pour un grand nombre de Françaises et de Français leurs permettant de se sentir à leur place dans la société.

Océane Godard insiste sur le fait que ce travail de négociation s'est déroulé à chaque instant avec la conscience et la responsabilité que notre pays doit avoir un budget ; un budget qui protège certes mais qui répond également à la dette.

À ce titre, les socialistes ont tenu à maintenir les huit milliards d'euros de surtaxe pour les 400 plus grandes entreprises de France (soit un chiffre d'affaires supérieur ou égal à un milliard d'euros), ce qui, de fait, protège davantage les plus petites entreprises.

Ce budget n'est pas celui des socialistes. En revanche, la France a désormais un budget attendu par les milieux socio-économiques, les collectivités et l'ensemble des Français parce que les parlementaires socialistes ont adopté une posture de responsabilité, d'exigence, guidés par l'intérêt supérieur, l'intérêt des vies des Français et de notre République.

Les Français retiendront que dans un contexte inédit d'instabilité sur le plan national et d'insécurité sur le plan international, il y a ceux qui ont su s'extraire de leur confort idéologique pour être acteur du débat démocratique pendant que d'autres sont restés des commentateurs inconséquents de ce même débat.